

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.6. - HK/is

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	Fi.	Ansender	Gen.
X	X				Presse und Info.	1
Ja	Nein	Norm	Lang	Flach		
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

wochentx

Wochentelex 48/86 v e r t r a u l i c h

Visite SE Brunner (BRE) aux Etats-Unis du 19 au 24.11.1986

1. BRE a eu entretiens notamment avec Secretary of State G. Shultz, Deputy secretary J. Whitehead, assistant secretary of State for European and Canadian affairs R. Ridgway, assistant secretary of State for Near Eastern and South Asian affairs R. Murphy, assistant secretary of State for Interamerican affairs E. Abrams, assistant secretary for African affairs, Chester Crocker, deputy assistant secretary for international security policy, Dod. R. Perle, deputy assistant secretary of defense for European and Nato policy, Dod. J. Maresca, deputy national security adviser to the President A. Keel, le special assistant to the President for Soviet affairs, NSC, J. Matlock et Senator Richard G. Lugar (Republican), Chairman, Senate Commitee on Foreign relations etc.

2. Entretien avec Shultz a été particulièrement chaleureux, celui-ci ayant relevé la force constructive que représente la Suisse dans le dialogue Est-Ouest, son rôle actif dans le processus de la CSCE et son engagement sincère en faveur des droits de l'homme. Dans ce contexte, il s'est plu a relever idée suisse pour sortir de l'impasse a Vienne en ce qui concerne Conférence de désarmement. S a également relevé rôle utile de la Suisse dans la protection inté-rêts US en Iran.

Letzte
Zeile

1 150 000 24665

Datum: 24.11.1986
Tel. intern 30.66

Visum:

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	Fl.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr
	2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

3. BRE a rappelé à ses interlocuteurs philosophie suisse en matière relations Est-Ouest à savoir que armes sont conséquences des tensions et non l'inverse, ainsi que la nécessité de faire face aux différences fondamentales entre l'Est et l'Ouest, notamment dans domaine des droits de l'homme, pour établir la confiance indispensable à une négociation sur la sécurité et le désarmement. Le lien naturel entre sécurité et droits de l'homme a été consacré par la CSCE. En proposant une conférence sur les droits de l'homme à Moscou, les Soviétiques ont, pour la première fois, implicitement reconnu et accepté ce lien. Dès lors, leur proposition ne doit pas être écartée d'emblée mais ses modalités doivent être étudiées avec tout le soin nécessaire afin d'éviter la création à Moscou d'un village olympique des droits de l'homme à l'écart de la réalité humaine. De plus, une telle conférence devrait uniquement s'attacher à la mise en oeuvre (implémentation) des textes normatifs de la CSCE en matière de droits de l'homme ainsi qu'à la mise en place de mécanismes de vérification de ces normes et non pas à l'élaboration de nouveaux textes

4. BRE a exposé position suisse sur réduction des forces et armements conventionnels en Europe. La Suisse n'attache pas une grande importance au type de formule retenue pour la négociation, approche bloc à bloc ou à 35. Quelle que soit la formule, la Suisse ne désarmera de toute façon pas. Le forum choisi devrait néanmoins avoir un lien institutionnel avec la CSCE dans le sens par exemple d'une obligation d'informer tous ses membres de l'évolution des travaux. Ce point est important dans la mesure où il préserve le lien entre sécurité et droits de l'homme et ainsi l'intérêt des soviétiques à

Letzte
Zeile

10 000 24665

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja Nein	Norm. Dring. Flash			

Absender	Seite-Nr.
	3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

faire des concessions dans ce domaine.

5. Interlocuteurs considèrent Sommet de Reykjavik comme 'M omentaufnahme' d'un processus à long terme dont les progrès dépendent maintenant de la manière dont le 'Link' soviétique avec l'IDS sera résolu ce qui ne met toutefois nullement en cause la volonté des deux parties de réduire l'arsenal nucléaire. L'apparente accélération des négociations semble avoir inquiété les Européens comme si ceux-ci découvraient soudainement les bienfaits de la dissuasion nucléaire. BRE a relevé qu'une telle perception de l'Europe était par trop sommaire et a rappelé que les résultats des élections des cinq dernières années dans les grands pays européens devaient également être interprétés comme un soutien au déploiement des euromissiles et à la politique de dissuasion nucléaire en général.

6. Rappelant le fait que la Suisse représente les intérêts américains en Iran, avons informé nos interlocuteurs sur état de nos relations avec ce pays. Se référant à l'affaire des livraisons d'armes américaines, ceux-ci nous ont expliqué que l'idée d'établir des contacts avec Téhéran n'était pas nouvelle et que l'administration avait été constamment d'avis qu'il fallait avoir des relations plus normales et ne pas voir la situation établie depuis 1979 se perpétuer. L'affaire sus-mentionnée était une opération mise à exécution dans le plus grand secret et personne ne s'étonne qu'aujourd'hui elle soit controversée. Quoi qu'il en soit, l'objectif d'un Iran tâchant de régler son conflit avec l'Iraq et dirigeant ses énergies vers ses propres problèmes, cessant de perpétrer et soutenir des actes terroristes et de prendre des otages, est un objectif valable

Letzte
Zeile

14 150 000 24665

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

du point de vue américain. L'Amérique désire à terme rétablir des relations plus normales avec l'Iran et continuera, le moment venu et la fureur calmée, d'établir des points de contacts. Interlocuteurs nous ont tous remercié de la manière dont nous défendons intérêts américains en Iran.

7. Quant au conflit des Malouines, les USA, entretenant d'excellentes relations avec l'Argentine et la Grande Bretagne, sont fermement décidés à ne pas se laisser entraîner dans opération de conciliation qui ne pourrait que gater leurs liens avec les uns ou les autres, sans aucune chance d'aboutir dans les conditions actuelles. En ce qui concerne le Nicaragua, l'administration américaine est fermement déterminée à interdire la création d'un nouveau Cuba et pense que l'aide apportée aux Contras produira ses effets en 1987 et pourrait inciter sandinistes à négocier.

8. Concernant les sanctions américaines prises contre l'Afrique du Sud, celles-ci ont eu l'effet prévu par l'administration américaine, à savoir inverse de celui recherché. La situation économique des pays voisins, qui eux-mêmes avaient demandé des sanctions, s'est sensiblement dégradée suite aux mesures de retorsion prises par Pretoria. Il est grand temps, selon BRE, que l'Occident se penche sérieusement sur l'avenir de l'Afrique du Sud et élabore et imagine des solutions viables et acceptables pour toutes les parties en cause. La Suisse, pour sa part, serait prête à participer à un tel effort de réflexion. Nos bons offices dans affaire boîte noire avion Machel ont été relevés.

Letzte
Zeile

150 000 24685

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

9. La discussion sur les questions bilatérales a porté notamment sur l'agenda des consultations en matière d'entraide judiciaire et sur l'importation aux Etats-Unis de machines-outil.

10. En marge de sa visite, BRE a participé à un séminaire organisé par l'institut européen du Woodrow Wilson international center for scholars intitule "'stability and change assessing Europe's neutrals'". Sa contribution a porté sur les particularités de la neutralité permanente et armée de la Suisse examinées sous l'angle de la pratique. Ont également participé le MAE finlandais P. Vaeyrynen, le Secrétaire général au MAE autrichien G. Hinteregger et R. Ridgway, assistant secretary.

Il était utile de rappeler aux américains que l'Europe occidentale n'est pas seulement l'Europe des douze et que la neutralité suisse n'est ni neutralisme ni non-alignement et que notre politique étrangère repose sur certains principes qui la rendent crédible: bons offices, refus des sanctions, refus de céder au chantage terroriste, priorité de la défense des droits de l'homme, équilibre à maintenir dans toutes les phases d'un désarmement en Europe.

11. Rapports détaillés sur ces entretiens seront envoyés à Ambassades directement concernées ces prochaines jours.

Impression générale en conclusion:

On sent aujourd'hui aux Etats-Unis que l'on est entré dans la phase finale du second terme du mandat présidentiel. Successivement un certain nombre d'affaires de politique étrangère a fait perdre au Président et en partie à son administration leur crédibilité: les concessions trop rapides faites par les Etats-Unis à l'URSS à la

Letzte
Zeile

150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
	6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

conférence de Stockholm, les faiblesses montrées par Washington dans l'affaire Daniloff, l'acceptation du Président d'aller dans le demi-piège de Reykjavik et les résultats douteux de cette rencontre, les révélations sur la campagne de désinformation concernant la Libye et enfin et surtout l'affaire iranienne de ces derniers jours. L'administration est engagée dans un sérieux effort pour rétablir sa crédibilité en ce qui concerne sa position face au terrorisme, à la prise d'otages et au conflit Iran-Irak d'une part, d'autre part pour limiter les dégats de Reykjavik en coordonnant mieux à l'avenir avec ses trois principaux alliés européens, les futures étapes de la négociation sur le contrôle des armements en Europe.

Le fait que nous représentons les intérêts américains en Iran nous a permis d'être renseignés assez largement sur l'opération iranienne qui semble avoir été beaucoup plus loin qu'une simple discussion sur les otages et les livraisons d'armes. En ce qui concerne le désarmement en Europe le Département d'Etat était intéressé de connaître nos vues sur l'après-Reykjavik, sur les modalités d'une conférence sur le désarmement, ce qui revient à définir son lien avec la CSCE et enfin sur nos idées concernant les droits de l'homme après Vienne. Sur ces trois sujets Iran, désarmement, droits de l'homme nous sommes pour des raisons diverses des interlocuteurs intéressants et peut-être écoutés par les américains. Il convient de le demeurer car nous avons l'impression que malheureusement certains de nos partenaires européens ont des points de vues qui ne pourraient que renforcer certaines thèses isolationnistes qui ont toujours cours à Washington.

Letzte Zeile

150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

MARCOS (M)

In Ausweitung eines urspruenglichen Entscheides des EJPD, der vom Bundesrat am 12.11.1986 genehmigt worden war und dahin ging, dass M in der Schweiz unerwuenscht und deshalb mit einer Einreisesperre zu belegen sei, verhaengte Bundesanwaltschaft (BA) am 20.11.86. diese Massnahme auch gegen 12 Mitglieder der Familie und des Gefolges von M (darunter auch Fabian Ver, ehem. Generalstabschef). BA stuetzte sich dabei auf eine Note vom 3. April 1986, in welcher philippinische Botschaft, Bern, eine Liste von Namen von Angehoerigen der Marcos-Familie und deren Gefolge unterbreitete, deren Paesse durch philipp. Behoerden annulliert worden waren.

EJPD reagierte mit seinem Entscheid auf sich am 11.11.86. abzeichnende Moeglichkeit einer unmittelbar bevorstehenden Einreise in die Schweiz von M.

Letzte
Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

Fl.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Entretiens suisses à Tokyo sur les relations bancaires bilatérales
(17 - 20.11.1986)

Les entretiens (Ministre Lautenberg) au Ministère des finances (notamment avec le Vice-Ministre Gyohten), à la Banque du Japon (Vice-Gouverneur Ota) et au MAE avaient été à l'origine prévus dans le cadre du voyage du Conseiller fédéral Aubert au Japon. Suite à l'annulation de cette visite, ils ont été maintenus en raison de l'importance que les questions bancaires revêtent actuellement dans le contexte de nos relations bilatérales avec le pays. Les discussions ont eu lieu à un moment propice compte tenu du règlement de tous les cas de demandes de licence en suspens de part et d'autre. Elles ont été entièrement orientées vers l'avenir, avec pour toile de fond d'une part un déséquilibre tant quantitatif (nombre des banques et sociétés financières établies dans chaque pays) que qualitatif (système libéral de banque universelle en Suisse, segmentation et réglementation au Japon) en ce qui concerne la pénétration des marchés respectifs, et d'autre part l'élément dynamique que représente la libéralisation de la place financière japonaise. Les objectifs de la mission étaient les suivants:

- a) souligner les attentes suisses quant à la poursuite du processus de libéralisation (remise d'un mémorandum contenant les domaines prioritaires à notre point de vue), avec un accent particulier sur la question des "investment advisory activities" (nouvelle loi) et les problèmes logistiques auxquels se heurtent les banques

Letzte
Zeile

4 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	Fl.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
	9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

suisses au Japon

b) signaler aux autorités japonaises qu'au delà de la poursuite de la libéralisation, le respect de deux conditions aura un impact essentiel sur l'évaluation future, par la Suisse, des relations bancaires bilatérales:

- non-discrimination des banques suisses par rapport aux banques japonaises et aux banques étrangères
- traitement positif de toute nouvelle demande de licence boursière et / ou bancaire déposée par une banque suisse de standing international

c) demander, après que les grandes banques suisses ont obtenu l'accès à un éventail assez large d'activités au Japon, que les intérêts de banques petites et moyennes ayant une expérience internationale soient mieux pris en considération

Face à ces requêtes la réponse japonaise a été fondamentalement positive. Les autorités compétentes ont

- réitéré leur volonté de poursuivre la libéralisation, en recherchant des solutions pragmatiques propres à surmonter progressivement les obstacles inhérents à un marché segmenté
- reconnu l'importance de la Suisse en tant qu'acteur dans le domaine financier, et le rôle positif des banques suisses pour la place financière japonaise
- accepté de maintenir ouverts des canaux de communication

Letzte
Zeile

150 000 24665

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

informels dans le but de guider - si nécessaire - la poursuite du processus d'ouverture du marché japonais aux banques et établissements financiers suisses et de faciliter le règlement de problèmes ponctuels.

Brandkatastrophe in Basel am 1.11.1986

Informationsstand:

Das Interview des Bundespraesidenten in der 'Weltwoche' vom 20.11.86 stellt die vorlaeufig letzte Stellungnahme der Bundesbehoerden dar. Unsere Aussenposten erhielten diesen Text oder werden ihn noch erhalten.

Zur Zeit wird verwaltungsintern an einem Bericht an den Bundesrat gearbeitet, der als Grundlage fuer die Erklaerung des Bundesrates an das Parlament, das am 2.12.86 fuer diesen Anlass zu einer Sondersession zusammentreten wird, dienen soll. Dieser Bericht wird den Aussenposten zugestellt, sobald er verfuegbar wird.

Laufende Abklaerungen:

- Eine Expertengruppe unter dem Vorsitz des Vertreters von Basel-Landschaft befasst sich mit den Auswirkungen auf den Rhein und der Wiederherstellung des vor dem Unfall bestehenden Zustandes. In dieser Expertengruppe sind vertreten das BUS, die EAWAG, die Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft sowie Sandoz.
- Eine intradepartementale Arbeitsgruppe unter dem Vorsitz von Botschafter Kraft untersucht namentlich die rechtlichen Aspekte der Schadenersatzfrage, und sie wird Vorschlaege erarbeiten, wie

Letzte
Zeile

0 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
	11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

die Schweiz ihr Angebot von guten Diensten zur guetlichen Regelung dieser Frage konkretisieren koennte.

Schadenersatz:

An der Ministerkonferenz in Zuerich am 12.11.86 hat die Schweiz ihre Gespraechsbereitschaft erklaert, um die Fragen der Entschaedigung einer raschen und gerechten Loesung zuzufuehren, und ihrer Hoffnung Ausdruck gegeben, dass die Fragen des Schadenersatzes und der Wiederherstellung des vor dem Unfall bestehenden Zustandes des Rheins auf guetlichem Weg erledigt werden kann. Hingegen wurde entgegen Meldungen in den internationalen Medien nie ein Schuldbekennntnis abgegeben. Wir gehen davon aus, dass auf Grund der im Gewaesserschutzgesetz festgeschriebenen Kausalhaftung das betroffene Unternehmen zivilrechtlich haftbar ist. Was die voelkerrechtliche Haftung der Schweiz betrifft, so gilt bis zum Abschluss der laufenden Abklaerungen die Sprachregelung, dass es verfrueht ist, zu dieser Frage Stellung zu nehmen.

Letzte
Zeile

14 150 000 24565

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert <input type="checkbox"/>	Priorität <input type="checkbox"/>	Faktura <input type="checkbox"/>	Text erg. <input type="checkbox"/>	Fl. <input type="checkbox"/>	Absender _____	Seite-Nr _____
Nein	Dring. Flash					12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

TUPOLEV 134, c9 - CAA

Cet avion de fabrication soviétique immatriculé au Mozambique s'est écrasé en territoire sud-africain, le 19.10.86, provoquant mort Président Samora Machel. Circonstances particulières cette catastrophe, couplées à image négative d'Afrique du Sud dans le monde et aux tensions politiques en Afrique australe, rendent particulièrement délicates les investigations de Commission d'enquête, en particulier en ce qu'elles portent sur examen (impartial) des boîtes noires de l'appareil.

Dans perspective examen impartial de la boîte contenant enregistrement conversations entre équipage et tour de contrôle, dit "cockpit voice recorder, CVR" (par opposition aux enregistrements de données de vol "digital flight data recorder, DFDR" qui, eux, ne peuvent être examinés qu'à Moscou à l'aide appareils électroniques soviétiques), Afrique du Sud et Mozambique ont sollicité bons offices de la Suisse, démarche à laquelle URSS n'a pas soulevé objections bien que ne se déclarant "pas demanderesse".

Notre entremise se base sur certaines clauses, relatives à rôle d'un pays tiers (la Suisse a donc maintenant été choisie à ce titre), contenues dans accord conclu 14.11.86 entre Mozambique, Afrique du Sud et URSS. Force est toutefois de relever que tel rôle reste bien imprécis, et nous nous attendons à ce que Commission d'enquête le précise (par consensus) en cours avancement des travaux.

Letzte
Seite

150 000 24665

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

13

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Avons donc accepté de jouer ce rôle, qui s'inscrit dans cadre poli-
tique traditionnelle de bons offices. Cela signifie que mettrons
locaux à disposition Commission d'enquête (travaux débuteront
24.11.86 dans enceinte aéroport Zuerich), ainsi qu'équipement
sonore pour écoute du VCR par membres Commission. Ignorons, par
contre, si Commission nous chargera d'assurer transcription des
conversations, leur traduction, etc.

Chef Département suit de près cette affaire, qui concerne au pre-
mier chef DFAE (Div. pol. II) et DFTCE (Bureau enquêtes d'accidents
d'aviation civile).

MUHEIM.

NNNN

Letzte
Zeile

150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

T E I L I I

Conseil de l'Europe(CE): 79e Session du Comité des Ministres, présidée par le MAE italien Andreotti, a permis d'entériner et de préciser les décisions adoptées par la Conférence des Ministres européens responsables de la lutte contre le terrorisme, les 4 et 5 novembre dernier. Autres points forts ont été les relations Est-Ouest (l'après Reykjavik, la Réunion de Vienne de la CSCE, la coopération culturelle avec les pays de l'Europe de l'Est), les relations entre le CE et la Communauté européenne et le problème des réfugiés. Le bilan a été dans l'ensemble positif, puisque réunion a permis débat vivant et plusieurs décisions opérationnelles.

1. Ministres se sont félicités des résultats de la Conférence des Ministres responsables de la lutte contre le terrorisme. Ils sont convenus que les Conseillers les plus proches des Ministres responsables de la lutte contre le terrorisme seront convoqués rapidement pour la mise en oeuvre des décisions de cette Conférence. Ils ont noté avec satisfaction qu'à l'occasion de la Conférence Malte a signé la Convention européenne pour la répression du terrorisme et que France, Grèce et Irlande ont entamé procédure ratification de cette Convention. Ministres ont souligné l'importance qu'ils attachent aux décisions de la Conférence en matière de "terrorisme diplomatique". Ils ont donné mandat à leurs Délégués d'examiner la question de l'établissement de contacts avec des représentants des médias au sujet de l'information sur des actes de terrorisme et des mesures de prévention de tels actes, à la lumière des travaux de la prochaine Conférence ministérielle de Vienne sur les moyens de communications de masse. Enfin, ils ont chargé leurs Délégués d'examiner une

éventuelle extension de leur coopération à des Etats non membres du CE, qui partagent le souci commun à l'égard du terrorisme international.

Colloque avec représentants de l'Assemblée parlementaire a, par ailleurs, été l'occasion pour un débat sur l'obligation de visa imposée par la France aux pays autres que les pays membres de la Communauté ainsi que la Suisse et le Liechtenstein (MAE d'Autriche et de Suède ne sont d'ailleurs pas venus à Strasbourg en guise de protestation contre ces décisions). Les avis ont été partagés entre la compréhension et l'expression de solidarité envers la France et la critique face à une discrimination entre les différents pays du CE (au sein duquel l'obligation de visa a d'ailleurs été supprimée).

2. S'agissant des relations Est-Ouest, discussion a fait apparaître appréciations divergentes bien connues des résultats de Reykjavik entre ceux qui y voient une source d'espoir pour le désarmement et ceux qui y voient plutôt un danger pour la sécurité de l'Europe.

Pour ce qui est de la CSCE, les Ministres ont marqué leur détermination d'agir, lors de la Réunion de Vienne, en faveur QUOTE d'une mise en oeuvre complète et équilibrée de l'ensemble des engagements souscrits dans l'Acte d'Helsinki UNQUOTE. Plusieurs Ministres, dont notamment celui de la France, ont par ailleurs été réservés quant à proposition soviétique de tenir conférence sur les droits de l'homme à Moscou: avant de prendre une décision, il faut définir les modalités et le mandat d'une telle conférence, afin d'éviter tout dérapage possible; acceptation de Moscou comme lieu de réunion comporte en outre le danger de donner un satisfecit à l'URSS.

Ministres ont enfin décidé de renforcer la coopération culturelle entre le CE et les pays de l'Europe de l'Est, la

Délégation suisse mettant l'accent sur les contacts directs entre les personnalités culturelles et la participation effective des personnes invitées.

3. Les Ministres se sont félicités du bilan de la coopération entre le CE et la Communauté européenne et ont chargé leurs Délégués de poursuivre l'examen de cette question, y compris la conclusion d'un nouvel échange de lettres entre les deux institutions. Délégation suisse a mis l'accent sur le rôle de pont du CE entre les pays-membres et les pays non-membres de la Communauté et sur le développement équilibré des relations entre Bruxelles et Strasbourg.
4. La question des réfugiés a été débattue à la demande du Danemark. Les Ministres ont réaffirmé leur soutien aux efforts du HCR, qui devrait rester un cadre privilégié en matière de réfugiés, et ont estimé que le CE devait apporter une contribution propre à la recherche de solutions concrètes, notamment en se concentrant sur l'harmonisation des règles et des pratiques suivies en Europe en matière de politique d'asile. Ils ont par conséquent demandé au Comité ad hoc du CE d'intensifier ses efforts à cette fin.
5. Mentionnons pour terminer l'appel lancé par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe pour que le projet de Convention du CE sur la protection des cours d'eau internationaux contre la pollution soit réactivé. La Turquie assumera par ailleurs, pendant 6 mois, la Présidence du Comité des Ministres.

Treffen High Level Contact Group (HLCG) EFTA-EG
19./20. November 1986 in Genf

Als EFTA-Sprecher fungierte E. Glenne, Generaldirektor im norwegischen Handelsministerium. Die EG-Kommission wurde durch den stv. Generaldirektor G.L. Giola vertreten. Die schweizerische Delegation stand unter der Leitung von Botschafter Ph. Lévy.

Die HLCG nahm eine Beurteilung der im Rahmen des Follow-up der Luxemburger Erklärung unternommenen Arbeiten der Expertengruppen vor.

Die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der technischen Handelshemmnisse wurde beidseits als gut bewertet. Man war sich einig, dass die erzielten Fortschritte es verdienten, besser bekannt zu sein.

Die EFTA-Länder gaben ihrer Unzufriedenheit Ausdruck über den schleppenden Verlauf bei der Vereinfachung der Ursprungsregeln und der Liberalisierung im öffentlichen Beschaffungswesen.

Gute Fortschritte konnten im Bereich der Vereinfachung der Ursprungsdocumentation festgestellt werden. Die EFTA-Länder beharrten aber auf zusätzliche Vereinfachung auf diesem Gebiet bis zum Zeitpunkt der Einführung des Einheitsdokumentes.

Die Diskussion über die Zusammenarbeit in der Forschung und Entwicklung hat bestätigt, dass die EG-Kommission gegen eine Vollbeteiligung der EFTA-Länder an den Technologieprogrammen ESPRIT, RACE und BRITE ist. Die EG-Kommission hält am Modell der projektweisen Beteiligung fest.

Der Verabschiedung von Richtlinien für exploratorische Gespräche über die Zusammenarbeit auf neuen Gebieten des EG-Weissbuches (Kapitalverkehr, Dienstleistungen, staatliche Beihilfen, Teile des Erziehungswesens, Fragen im Bereich des geistigen Eigentums, Erleichterung im Personenverkehr, Teilbereiche der indirekten Besteuerung) gingen grosse Meinungsverschiedenheiten voraus. Die EG-Kommission verweigerte in diesem Zusammenhang die Verwendung des Begriffes "Parallelismus" und insistierte auf eine Formulierung in der klar zum Ausdruck gebracht werden musste, dass Fortschritte in der Zusammenarbeit EG-EFTA von EG-internen Fortschritten abhängig seien (in accordance with EC-internal progress).

Die gemeinsamen Schlussfolgerungen konnten nicht verabschiedet werden, da die EG-Seite infolge Abreise ihrer Experten dazu nicht in der Lage war. Eine Einigung soll auf schriftlichem Wege erfolgen. Schweizerischerseits wurden mehrere Aenderungswünsche geltend gemacht.

MUHEIM.

1.A.22.14.7.3. - HK/ls

Interne VerteilerlisteBetrifft: **Wochentelex 48/86** vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Herr Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Wyss Herr Fetscherin (KSZE) Herr Faessler Herr de Dardel	PIA WS FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg Herr Blickenstorfer Herr Strauch	RUE BLI STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Herr Flückiger	GH FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Staehelin Minister Lautenberg	MF SIN LA
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 25. November 1986

Informations- und Pressedienst

CH 25. Nov. 86 14

1.A.22.14.7.3. - HK/ls

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 48/86 vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

CH 25. Nov. 86 14

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Presse- und Informationsdienst

Bern, den 25. November 1986

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - HK/1s

TELEGRAMM (CH)

Wochentelex 48/86

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Accra	- Den Haag	- Peking
- Addis Abeba	- Dublin	- Prag
- Algier	- Havanna	- Pretoria
- Amman	- Helsinki	- Rabat
- Ankara	- Guatemala	- Riad
- Athènes	- Jakarta	- Rome
- Bagdad	- Kairo	- Santiago
- Bangkok	- Kinshasa	- Stockholm
- Beirut	- Lagos	
- Bonn	- Lissabon	
- Brasilia	- London	
- Brüssel	- Luxemburg	
Botschaft + Mission)	- Madrid	- Teheran
- Budapest	- Mexiko	- Tel Aviv
- Buenos Aires	- Moskau	- Tokio
- Bukarest	- Nairobi	- Warschau
- Canberra	- New Delhi	- Washington
- Caracas	- New York/Swissobser	- Wien
- Dar es Salaam	- Ottawa	
	- Oslo	
	- Paris (auch OECD)	

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD,